



550 POSTES POUR LA 226 : LE COMMUNIQUÉ DE VICTOIRE DES ABSENTS

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 18 août 2026

Le 15 août 2026, en plein cœur de l'été et à quelques semaines des élections professionnelles, FO Justice a osé s'auto-décerner une médaille historiquement historique : les 100 postes supplémentaires de la promotion 226 seraient le fruit de sa « détermination ». Mieux vaut en rire !

Heureusement que l'amnésie et le ridicule ne tuent pas !

Le 27 avril 2026, plus d'une centaine d'établissements ont été bloqués à l'appel de l'**UFAP UNSa Justice**, rejointe par la CGT Pénitentiaire. Toute une pénitentiaire debout, devant les portes, dès l'aube. FO Justice n'y était pas et ne s'est pas contentée de s'abstenir de participer : FO Justice a publié, quatre jours avant, un tract national pour casser le mouvement : « FO Justice ne se prêterait pas à cette mascarade. »

Ce même tract national se terminait par une promesse : « *si nos travaux, nos propositions et nos alertes ne sont pas entendus, alors nous prendrons nos responsabilités. Oui, FO Justice appellera à la mobilisation.* » Quatre mois ont passé. Aucun appel. Aucune action malgré la surpopulation. Aucune responsabilité prise. Mais un communiqué de victoire le 15 août.

Le 15 août, FO tente de récupérer le résultat d'un rapport de force qu'elle a qualifié de « *mascarade* ».

LA CHRONOLOGIE, ELLE, NE MENT PAS :

- **27 avril 2026** : blocage massif des établissements.
- **29 avril** : l'**UFAP UNSa Justice** et la CGT Pénitentiaire sont reçues place Vendôme. Trois volets ouverts - effectifs, surpopulation pénale, soutien métier - et plan triennal de résorption des vacances d'emplois avancé d'un an, dès 2027.
- **7 mai** : 124 postes supplémentaires fléchés pour combler la vacance d'emplois, en plus des 76 initialement prévus.
- **1er juin** : fléchage de ces 124 postes, reconduction évoquée en janvier pour plusieurs centaines de postes, circulaire DACG du 27 mai intégrant les matelas au sol dans les remises de peine, travaux engagés sur la prime de surpopulation et les équipes mobiles.
- **15 août** : + 100 sur la promotion 226 et un communiqué FO pour s'en attribuer la paternité.

À aucune de ces tables FO Justice n'était présente. Non pas parce qu'on l'en aurait exclue, mais parce que personne n'ouvre de négociations de crise avec une organisation qui a publiquement expliqué qu'il ne fallait pas se mobiliser.



COMMENT OSER ÉCRIRE UN TEL TRACT ?

1

2

3

Pour parvenir à ce résultat, il aura fallu toute la détermination du ministre, de son cabinet, du DGAP et de ses services, ainsi que celle de FO Justice, afin de défendre auprès du Gouvernement la nécessité de ces 100 recrutements supplémentaires.

4

Tract FO Justice daté du 15 août 2026

Quatrième ! Après le ministre, après le cabinet, après la direction.

Un syndicat qui se range de lui-même en quatrième position derrière la chaîne hiérarchique n'est pas un syndicat : c'est un collaborateur de l'administration. Personne ne leur a arraché cet aveu. Ils l'ont écrit, signé, et diffusé un 15 août.

ENTRE ARRANGEMENTS ENTRE AMIS AVEC L'ADMINISTRATION ET RÉCUPÉRATION...

CE N'EST ÉVIDEMMENT PAS UNE NÉGOCIATION DE COULOIR QUI A OUVERT LES PORTES DE L'ENAP, C'EST LE BLOCAGE DES ÉTABLISSEMENTS.

Le seul acte de résistance de FO Justice ce printemps aura été de rester chez lui. Leur seule « action » : venir signer le communiqué de victoire une fois le couvert servi par d'autres.

Écrire que des postes ont été « arrachés » quand on n'a jamais tiré sur la corde, ce n'est pas du syndicalisme : c'est juste du service après-vente pour l'administration.

Nous le redisons sans détour, et nous l'assumons : le combat engagé le 27 avril 2026 ne sera ni confisqué, ni étouffé, ni récupéré par les adeptes d'une cogestion syndicale aussi confortable qu'inutile aux personnels. Les collègues ne demandent pas des poignées de main et des photos avec les huiles tous les quatre matins. Ils demandent des effectifs, de la sécurité, la fin de la surpopulation carcérale et de la reconnaissance.

ET SUR LE FOND : 100 postes, ce n'est pas une victoire mais un petit pas en avant !

L'UFAP UNSa Justice exige un plan triennal budgété, chiffré, financé et calendé, le paiement intégral et défiscalisé du stock d'heures supplémentaires, une revalorisation supplémentaire et l'élargissement de la prime de surencombrement, des mesures d'urgence et structurelles face à la surpopulation et la fin de l'isolement du surveillant sur sa coursive par le déploiement des équipes mobiles.

Le 27 avril, l'UFAP UNSa Justice était devant les portes, avec les personnels. FO Justice était dans les salons... ou nulle part. Le 21 septembre, 550 élèves entrèrent à l'ENAP : ils le devront à celles et ceux qui ont bloqué, pas à ceux qui ont expliqué qu'il ne fallait pas le faire.

ON NE COGÈRE PAS LA MISÈRE DES PERSONNELS ! ON LA COMBAT !

Le Secrétaire Général, Alexandre CABY

